

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18059 - 70ÈME ANNÉE

## Hausse de la fréquentation depuis la refonte des réseaux

### Cars jaunes : 30 % de passagers de plus en un mois

Le Conseil général a présenté hier les nouveaux bus qui commenceront à remplacer les véhicules Cars Jaunes à partir du mois d'avril. L'occasion aussi de faire le bilan, un mois après la mise en place des nouvelles lignes et des nouveaux tarifs, et de répondre aux doléances exprimées dans la presse.



Les nouveaux Cars Jaunes

**E**n avril prochain, tous les bus du réseau Car jaune seront remplacés par du matériel neuf. Le Conseil général a présenté deux exemplaires de ces véhicules à la presse. Tous les bus seront accessibles aux personnes à mobilité réduite, ce qui constitue une première.

Nassimah Dindar, présidente du Département, et Pierre Vergès, vice-président délégué aux Transports ont fait également le point sur l'état du réseau de transport collectif le plus important de La Réunion, un mois après la refonte des lignes, des arrêts et des tarifs.

Nassimah Dindar rappelle tout d'abord que la loi impose au

Conseil général d'assurer des lignes de transport reliant les agglomérations. C'est aux communautés de commune ou d'agglomération d'assurer la desserte des quartiers à l'intérieur de leur territoire, rappelle-t-elle en substance.

La présidente du Conseil général souligne la volonté de favoriser la mobilité des Réunionnais « d'une ville à une autre, pas cher et avec une plage horaire qui facilite les déplacements ». Le Conseil général cible notamment les publics prioritaires à faible revenu ou à mobilité réduite. À partir du mois d'avril, tous les bus commenceront à être remplacés par des véhicules accessibles aux personnes à mobilité ré-

duite.

**16.000 usagers quotidiens**

La refonte du réseau est aussi passée par une diminution du nombre d'arrêts du réseau Car Jaune. Cette décision apporte des mécontentements relatés dans la presse. Nassimah Dindar et Pierre Vergès rappelle que ces arrêts ne sont pas supprimés, mais desservis par les autres réseaux de transport collectif.

Le respect de la loi et la réponse

aux demandes des usagers pour un temps de transport plus court a amené à faire ce choix. De trois heures, la durée du trajet entre Saint-Pierre et Saint-Denis est passée à une heure et demie, précise Nassimah Dindar.

Selon les chiffres annoncés par le Conseil général, les mécontents ne traduisent pas une orientation générale, car depuis que les horaires et les lignes ont changé, le nombre de voyageurs a augmenté de 30 %. Chaque jour, 16.000 Réunionnais empruntent les Cars Jaunes.

Un autre argument entendu est celui d'économies qui seraient réalisées par le Conseil général sur le dos des usagers.

Pierre Vergès rappelle que le 11 décembre 2014, lors de la signature de la délégation de service public entre le Conseil général et les transporteurs, la somme investie par le Conseil général a été dévoilée. Elle est passée de 16 à 19,5 millions d'euros par an. C'est donc une augmentation qui s'explique notamment par le remplacement de tous les véhicules par des bus neufs, tous accessibles aux personnes handicapées.

### Aucune subvention de la Région

Pierre Vergès rappelle aussi que le Conseil général ne touche aucune recette provenant du versement transport. Cet impôt rapporte par exemple annuellement 28 millions d'euros à la CINOR et 22 millions au TCO. Le vice-président du Département souligne également qu'à la différence des communautés d'agglomération ayant un réseau de transport collectif, le Département ne perçoit aucune subvention de la Région au titre du Trans-Eco-Express. Cet argent du Conseil régio-

nal sert à financer l'achat de bus. Pour le réseau Car Jaune, 69 nouveaux bus neufs sont prévus, mais 0 euro de subvention du Conseil régional.

Le Département souhaite malgré tout que la Région fasse un geste en permettant la circulation des Cars Zéclairs sur la bande d'arrêt d'urgence des routes nationales durant les embouteillages.

### Vers un changement des mentalités

Le Conseil général note que nombre d'usagers des bus n'ont pas encore pris en compte la répartition des rôles entre les différents réseaux. Beaucoup de personnes continuent de prendre le Car Jaune pour circuler à l'intérieur d'une même agglomération alors que d'autres bus circulent sur le même trajet. Cela explique pourquoi les bus sont souvent surchargés et que des passa-

gers des Cars Jaunes restent à quai, obligés d'attendre le suivant. Le Département pense que le changement des mentalités va s'opérer. Avec l'achat demandé par les transporteurs d'une nouvelle vague de bus, ce problème de capacité va s'atténuer.

Nassimah Dindar donne rendez-vous dans six mois, certaine qu'une fois passée cette période de rodage, les passagers seront satisfaits des nouveaux services. Elle constate aussi qu'au Conseil général, les agents habitant dans le Sud sont de plus en plus nombreux à se rendre au travail à Saint-Denis en bus plutôt qu'en voiture.

La réduction du temps de trajet, et un abonnement Réunipass mensuel à 60 euros le premier mois, puis 30 euros les suivants permettent d'imaginer progressivement une alternative pas chère à la voiture.

M.M.



Nassimah Dindar et Pierre Vergès ont fait un premier bilan de la réorganisation du réseau Car Jaune.

### Bus surchargés

Le Conseil général a fait un sondage pour connaître la destination des passagers embarquant dans un Car Jaune à Saint-Paul vers Saint-Denis. Sur 42 personnes, 40 allaient au Port ou à La Possession et seulement 2 à Saint-Denis.

Pour faire le même trajet, ces 40 personnes peuvent utiliser les bus du réseau Kar Ouest du TCO. Au lieu de 42 places pour les usagers du transport interurbain, il n'en restait donc plus que 2.

Cet exemple montre l'importance du travail d'information qui doit être poursuivi.

### À propos des tarifs

Des usagers se plaignent de la hausse du tarif du Car Jaune à l'intérieur d'une même agglomération. Le prix du ticket unitaire est passé à 2 euros, quelle que soit

la longueur du trajet. C'est plus cher qu'un ticket de bus Kar Ouest par exemple (entre 1,30 et 1,50 euros). Or, c'est précisément le Kar Ouest que l'utilisateur devrait emprunter pour son trajet plutôt que le Car Jaune. Ainsi il paiera moins cher, et rendra disponible des places pour les personnes qui veulent voyager d'une ville à une autre.

### Réunipass

La carte Réunipass permet de voyager dans les Cars Jaunes et sur tous les autres réseaux de bus de La Réunion. 60 euros le premier mois, 30 euros les mois suivants car l'employeur est tenu d'en payer la moitié.

### Saint-Pierre à Saint-Denis sans arrêt

Le Conseil général a annoncé le lancement d'une ligne sans arrêt de Saint-Pierre à Saint-Denis avec les bus Zéclairs à partir du 29 janvier.

## Edito

### Inde : La Réunion bien avant Obama...

**L**e président des Etats-Unis est en voyage en Inde. Barack Obama est le premier chef d'État de son pays à être invité officiellement au jour de la République en Inde. Pendant plusieurs jours, il a donc noué le contact avec Narendra Modi, le Premier ministre indien.

Il a donc vanté le partenariat stratégique avec son pays. L'image est en très symbolique. Rappelons en effet qu'une des premières décisions de Narendra Modi fut de refuser de ratifier la signature de son prédécesseur en bas d'un accord de l'OMC déréglementant encore plus le commerce mondial. Le nouveau Premier ministre indien demandait alors d'intégrer dans le texte des mesures permettant quoi qu'il arrive à l'Inde de nourrir son peuple, en subventionnant ses agriculteurs pour que les prix de la nourriture puisse être accessibles.

Cette décision remet tout en cause au plus haut niveau de l'Organisation mondiale du commerce. Elle remettait en cause l'existence même de l'OMC. Finalement, les revendications de l'Inde ont été prises en compte. Obama vient donc aussi saluer un chef de gouvernement qui a tenu tête aux États-Unis. Il n'a pas le choix, car l'Inde devient une puissance mondiale et sera un jour l'égale des États-Unis.

Cette opération de la Maison-Blanche ne pourra concrètement qu'avoir un impact limité. L'Inde est déjà engagée dans la coopération avec la Russie et la Chine. D'ailleurs, quand Obama a salué l'armée indienne, il a salué aussi des équipements et des avions fabriqués en Russie, un pays que l'OTAN combat par l'intermédiaire du gouvernement de Kiev en Ukraine.

Le symbole renforce cette réalité. Car les homo-

logues de Russie et de Chine d'Obama sont déjà venus en visite en Inde depuis l'élection de Narendra Modi. Obama est arrivé après, le symbole rejoint la réalité car Washington est bien largué sur cette affaire.

Tout cela se passe en Inde, un pays à quelques heures de La Réunion. Géographiquement, l'Inde est bien plus proche que l'Europe. Sur le plan culturel, l'Inde est aussi un pays qui a fortement contribué au peuplement de La Réunion. Dans notre île, c'est donc un pays vers lequel beaucoup se tournent.

Quand le PCR avait initié les premières actions de coopération avec les pays de notre région, il avait été accusé de vendre La Réunion à Moscou. L'Inde était d'ailleurs un partenaire important de l'Union soviétique. Ceux qui accusaient le PCR ne voyaient pas de salut en dehors de la France. L'histoire leur a donné tort, et a validé la perspective ouverte par le PCR. Les Indiens ne s'y sont pas trompés quand voici quelques années, ils ont accueilli à Bangalore une délégation de la Région conduite par Paul Vergès. Ils avaient profité de la venue de ce dernier pour donner son nom à une salle de l'université de Bangalore. L'État du Karnataka avait aussi signé un accord avec la Région Réunion.

C'était donc le point de départ à un élargissement de la coopération entre l'Inde et La Réunion qui allait bien au-delà des échanges culturels, du tourisme et des voyages.

C'était il y a plus de 5 ans, et les choses n'ont pas bougé depuis car les progressistes ne dirigent plus la Région.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Plus de 174.000 Réunionnais à la recherche d'un emploi Nouvelle hausse du chômage

Les chiffres du mois de décembre ne sont pas bons. Ils montrent que 2014 a été encore une année de hausse du chômage. 2015 s'annonce encore plus difficile, avec l'alerte lancée par le BTP qui prévoit la fermeture de milliers d'entreprises si la situation ne s'améliore pas. Voici le communiqué de Pôle Emploi détaillant les chiffres du chômage de décembre 2014.

### Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données CVS	décembre	novembre	décembre	Variation	Variation
	2013	2014	2014	sur un mois	sur un an
<b>Réunion</b>					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	133 050	134 910	134 250	-0,5%	0,9%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)	19 440	20 880	21 830	4,5%	12,3%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	152 490	155 790	156 080	0,2%	2,4%
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 830	3 870	3 940	1,8%	2,9%
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)*	12 700	14 030	14 490	3,3%	14,1%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	169 020	173 690	174 510	0,5%	3,2%
<i>Pour mémoire :</i>					
<i>Unités : niveaux en milliers, variations et parts en %</i>					
<b>France entière (CVS-CJO)</b>					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 568,4	3 751,9	3 760,1	0,2%	5,4%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)*	1 634,9	1 726,7	1 761,1	2,0%	7,7%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	5 203,3	5 478,6	5 521,2	0,8%	6,1%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	5 890,4	6 172,5	6 211,7	0,6%	5,5%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Réunion / SESE, Dares.

### 134 250 Réunionnais en catégorie A

Fin décembre 2014, 134 250 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A (en recherche active disponible et sans emploi), soit une diminution de 0,5 % par rapport au mois précédent. Sur un an, leur nombre augmente de 0,9 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A est en hausse de 0,2 % par rapport à la fin novembre 2014. En un an, les effectifs des demandeurs d'emploi ont augmenté de 5,4 %.

### 156 080 Réunionnais en catégorie A, B, C

Fin décembre 2014, les demandeurs d'emploi réunionnais de catégorie A, B, C (en recherche active, avec ou sans activité) inscrits à Pôle emploi sont 156 080, soit un effectif en hausse de 0,2 % par rapport au mois précédent. Sur un an, leur nombre augmente de 2,4 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C augmente de 0,8 % par rapport à la fin novembre 2014 (+ 6,1 % en un an).

### Demandeurs d'emploi de catégorie D et E

Les demandeurs d'emploi de catégorie D et E sont 18 430 fin décembre 2014 à La Réunion, soit une hausse mensuelle de 3,0 %.

### Demandeurs d'emploi selon le sexe et l'âge

Fin décembre 2014, à La Réunion, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est en diminution chez les hommes (- 1,2 %) et tandis qu'il augmente chez les femmes (+ 0,2 %).

En décembre, les effectifs des jeunes de moins de 25 ans augmentent légèrement (+ 0,3 %), mais diminuent en glissement annuel (- 3,1 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de 25 à 49 ans est orienté à la baisse avec - 0,9 % depuis novembre et - 1,4 % sur un an.

Les effectifs des seniors sont stables en décembre, mais en forte hausse en glissement annuel (+ 11,8 %).

### 87.000 chômeurs depuis plus d'un an

Fin décembre 2014, 86 890 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C depuis un an ou plus, soit une baisse de 0,8 % sur un mois.

Ils sont 1 590 de plus, par rapport à décembre 2013, soit une augmentation annuelle de 1,9 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an, en catégorie A, B, C est en hausse de 1,1 % au cours de ce mois et de 9,3 % sur un an.

### Les entrées et sorties de Pôle emploi

En décembre 2014, 11 690 demandeurs d'emploi réunionnais se sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C, soit 1 940 inscriptions de plus qu'en novembre. Sur les trois derniers mois, leur nombre diminue (- 0,9 %).

Les inscriptions pour motif « Fins de contrat à durée déterminée » et de « premières entrées » représentent respectivement 21,5 % et 13,8 % de l'ensemble des entrées.

Parallèlement, 11 330 demandeurs d'emploi sont sortis des fichiers de Pôle emploi, soit 370 demandeurs de plus qu'en novembre 2014. Les sorties pour motif de « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » représentent près de la moitié des sorties enregistrées. En variation trimestrielle, on observe une forte diminution des sorties pour « entrées en stage ».

### Les offres collectées par Pôle emploi

En décembre 2014, Pôle emploi a collecté 4 220 offres d'emploi à La Réunion. Sur les trois derniers mois, cette collecte est en hausse (+ 8,1 %). On observe, pendant cette période, une nette diminution du nombre d'offres d'emplois durables (- 7,4 %).

En variation annuelle sur 3 mois, l'ensemble des offres d'emploi s'affiche en baisse (- 2,9 %).

## Etude sur l'activité des couples

# Un couple sur trois sans travail

L'INSEE vient de publier une étude sur l'activité des couples à La Réunion. Selon les résultats. Un tiers des couples réunionnais sont sans travail. Pour un autre tiers, un seul des conjoints a un emploi. Seuls 33 % des couples à La Réunion ont des conjoints qui travaillent tous les deux. Voici le résumé de l'étude diffusé par l'INSEE.

« 158 000 couples vivent à La Réunion en 2011, soit 8 000 de plus qu'en 2006. La vie en couple est plus rare qu'en France métropolitaine, puisqu'elle concerne 52 % des Réunionnais de plus de 15 ans contre 60 % en métropole.

Sur le marché de l'emploi, la situation des couples réunionnais est très hétérogène, selon que les deux conjoints travaillent (32,2 % des couples), qu'un seul des deux travaille (35,4 %) ou qu'aucun des deux ne travaille (32,4 %).

### La bi-activité augmente mais reste faible

Entre 2006 et 2011, le taux de bi-activité des couples de tous âges a progressé de 2,2 points à La Réunion.

L'emploi féminin a essentiellement porté la hausse de la bi-activité, la part des femmes de 30 à 59 ans en couple et ayant un emploi passant de 47 % en 2006 à 51 % en 2011. Cette part reste cependant bien inférieure à celle de métropole, où 77 % d'entre elles travaillent.

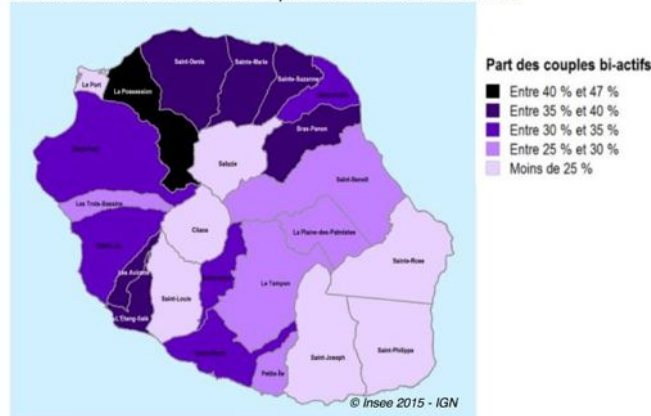
### Qui se ressemble s'assemble

Le couple bi-actif le plus courant (un sur cinq) se compose d'un homme ouvrier et d'une femme employée. Mais la formation des couples répond souvent à une logique d'appartenance au même groupe social. En 2011, parmi les couples bi-actifs réunionnais, un sur trois est homogame (union de deux personnes de même groupe social), comme en France métropolitaine.

### Les bi-actifs plus présents dans les communes résidentielles

La part des couples bi-actifs, quel que soit leur âge, est très hétérogène sur le territoire réunionnais, s'échelonnant de 19 % à Saint-Philippe à 47 % à La Possession. Les communes isolées ont le plus faible

Part des bi-actifs dans les couples en 2011 à La Réunion



Source : Insee, recensement de la population 2011, exploitation complémentaire.

taux de bi-activité, autour de 20 %. Les communes les plus attractives (plus de 35 % de couples bi-actifs) ont souvent une fonction résidentielle encouragée par la proximité de pôles d'emplois.

### La moitié des couples mono-actifs en recherche d'un 2e emploi

35 % des couples réunionnais sont mono-actifs (couple où un seul conjoint travaille). 46 % d'entre eux sont composés d'une personne en emploi et d'un chômeur, et 12 %

d'une personne en emploi et d'un retraité, contre respectivement 32 % et 29 % en métropole. Le chômage élevé et la jeunesse relative de la population réunionnaise expliquent ces différences. Chez les employés, ouvriers et professions intermédiaires, le conjoint sans emploi est plus fréquemment chômeur (environ la moitié) que dans les catégories sociales supérieures (30 % chez les cadres). Enfin, un tiers des couples n'ont aucun conjoint qui travaille. Parmi eux, 22 % sont des couples de chômeurs.»

## Situation bien différente de la France

«La Possession présente le plus fort taux de bi-activité (47 %), malgré tout inférieur à la moyenne métropolitaine.»

«La mono-activité (couple où un seul conjoint travaille) est beaucoup plus fréquente à La Réunion (35 %) qu'en France métropolitaine (23 %).»

«A tous âges, aucun des deux conjoints ne travaille dans un tiers des couples. Parmi eux, 52 % comprennent au moins un retraité (90 % en France métropolitaine) et 30 % sont tous deux retraités.

Pour le reste, 47 % sont des couples de chômeurs et/ou inactifs (hors étudiants), dont la moitié sont composés de deux chômeurs.»

Après la Grèce, le tour de l'Espagne ?

## Podemos pourra-t-il suivre Syriza ?

Le parti anti-libéral espagnol, Podemos (Nous pouvons) a été créé en janvier 2014, à la veille des élections européennes, afin d'y exposer des idées de gauche face aux politiques de l'Union européenne vis-à-vis de la crise économique.



Podemos est un mouvement fondé il y a un an (notre photo). Quelques mois plus tard, il a obtenu 5 élus au Parlement européen.

Alors que le parti radical de gauche, Syriza, vient de remporter les élections législatives en Grèce, les partis d'extrême gauche en Espagne, au Portugal, en France et en Italie espèrent surfer sur la vague de la victoire grecque. En Espagne, les prochaines élections municipales et régionales en mai 2015, puis législatives, en novembre, verront arriver le parti Podemos.

### Un espoir pour les Espagnols

« L'espoir arrive, la peur s'en va. Syriza, Podemos : nous vaincrons », avait lancé le chef de file de Podemos, Pablo Iglesias, le 22 janvier, devant plus de 8.000 militants de son parti rassemblés à Valence, dans l'est de l'Espagne.

Ce dernier avait critiqué les opposants de Syriza qui tentaient de faire peur et de créer le drame, en assurant qu'une victoire du parti d'extrême droite engendrerait le chaos. « Le chaos, c'est que trois millions de personnes ne reçoivent pas d'assistance sanitaire. Le chaos

c'est que 25 % des travailleurs de ce pays soient pauvres alors qu'ils ont un contrat et moi je ne veux pas qu'ils transforment mon pays en Grèce et c'est pour ça que nous devons gagner », avait affirmé Pablo Iglesias.

D'ailleurs, le chef du gouvernement conservateur espagnol Mariano Rajoy, suit le chemin de ses homologues grecs qui ont mis l'accent sur une faillite possible du pays en cas de victoire de l'extrême gauche. De son côté, l'actuel Premier ministre espagnol a appelé, dimanche avant la fin de l'élection grecque, les électeurs espagnols à ne pas « sauter dans le vide » en choisissant ce parti.

« Nous ne pouvons pas jouer notre avenir et celui de nos enfants à la roulette russe de la frivolité, de l'incompétence ou du populisme », avait-il annoncé lors d'un congrès de son Parti Populaire à Madrid.

### 25 % d'intention de vote

Pourtant au-delà de la poussée par Syriza, Podemos est parvenu en moins d'un an d'existence, à capter

près de 220.000 sympathisants, faisant rêver le parti populaire au pouvoir et les socialistes en pleine déconstruction. Le tout jeune parti est surtout crédité de 25 % d'intention de vote aux prochaines législatives.

Une avancée due à la volonté du parti de dénoncer l'austérité et la corruption des élites. Une ligne politique qui l'a d'ailleurs conduit au Parlement européen, où Podemos a remporté cinq sièges contre tous les pronostics.

Face à l'engouement, Podemos va mettre l'accent sur les élections législatives prévues en novembre, dont l'objectif sera de déloger les deux partis traditionnels au pouvoir. Pour cela, le jeune et charismatique professeur de sciences politiques, Pablo Iglesias, le leader de Podemos, devra revoir son plan de gouvernement et non plus se contenter de dénoncer le système. Prochain candidat au poste de Premier ministre, il a annoncé la couleur à l'actuel chef du gouvernement, Mariano Rajoy, en assurant que « son temps est compté ».

**Céline Tabou**

## Nouvelle illustration d'un monde qui change aux portes de La Réunion

# Barack Obama en Inde : une visite symbolique

**Arrivé le 24 janvier à New Delhi, le président américain Barack Obama a été invité à l'un des événements politiques les plus prestigieux pour les Indiens, la Journée de la République qui marque l'anniversaire de la constitution du pays.**

Cette visite diplomatique marque une amélioration dans les relations bilatérales, d'autant plus que le président américain se rend pour la seconde fois en Inde. Pour Barack Obama, « une Inde plus proche des Etats-Unis serait un bon contrepois à l'influence grandissante de la Chine ».

### Contre Pékin à tout prix

Depuis le début de sa visite, le président américain a multiplié les signes de complicité avec le Premier ministre Narendra Modi, assurant que les Etats-Unis pouvaient devenir « le meilleur partenaire de l'Inde ». Cependant cette attitude ne changera pas la volonté de New Delhi de s'allier avec la Chine et la Russie.

D'ailleurs, Barack Obama n'a pas hésité à attaquer directement Pékin, en affirmant sa fermeté face aux possibles conflits maritimes dans la région. En effet, Pékin est en conflit ouvert avec le Japon concernant les Iles Sensaku (Diaoyu, en chinois), mais également avec les Philippines.

Envers l'Inde, la rivalité a refait surface ces dernières années vis-à-vis de la frontière contestée dans la chaîne montagneuse de l'Himalaya. Un conflit qui ravit les Etats-Unis et pousse son président à assurer que « les Etats-Unis sont favorables à un plus grand rôle de l'Inde en Asie-Pacifique, où la liberté de navigation doit être maintenue et où les différends doivent être réglés pacifiquement ».

Du côté chinoise, « la mention répétée par Narendra Modi de l'expansionnisme et du terrorisme maritime, soulignant la nécessité d'assurer la liberté de navigation et des droits de survol accrus convient aux Etats-Unis, qui ont in-

roduit le concept de pivot vers l'Asie » et proposé le Partenariat Trans-Pacifique pour contrer la montée de la Chine », a analysé le *Quotidien du peuple*.

Barack Obama profite de l'offensive diplomatique de Narendra Modi, arrivé au pouvoir en mai 2014, il se montre déterminé dans son discours face à l'influence grandissante de la Chine dans la région. Un contre qui se note également dans les échanges économiques.

Les échanges commerciaux bilatéraux ont pratiquement quintuplé depuis 2000 pour s'élever désormais à 100 milliards de dollars par an. Washington tient à multiplier ce chiffre par cinq au cours des années à venir. Cependant, Washington réalise près de 560 milliards de dollars par an avec la Chine.

### New Delhi rappelé à l'ordre

Au dernier jour de sa visite à New Delhi, Barack Obama a appelé l'Inde à s'engager résolument dans la lutte contre le changement climatique. Barack Obama a mis en garde sur le climat, indiquant que « même si des pays comme les Etats-Unis réduisaient leurs émissions, si les pays en croissance comme l'Inde – avec des besoins en énergie en forte croissance – ne se tournent pas vers des énergies plus propres, nous n'avons aucune chance contre le changement climatique ».

Ce dernier a d'ailleurs assuré que « la hausse du niveau des océans, la fonte des glaciers de l'Himalaya, des moussons plus imprévisibles et des cyclones plus forts, peu de pays seront aussi touchés que l'Inde ». Troisième émetteur mondial de gaz à effet de serre, derrière la Chine et les Etats-Unis, l'Inde n'a pas fait part de ses engagements à

dix mois de la Conférence mondiale sur le Climat à Paris.

Une position vivement critiquée par Barack Obama, qui a indiqué : « Etre des partenaires globaux implique aussi de s'attaquer au défi global urgent que constitue le changement climatique ». Pour sa part, Narendra Modi a précisé n'avoir aucune pression par rapport aux engagements récemment pris par la Chine dans le cadre d'un accord avec Washington. En effet, Chine et Etats-Unis ont scellé un accord inédit sur les émissions de gaz à effet de serre, avec des engagements chiffrés à l'appui.

Un autre point a été mis en avant par le président américain : la diversité au sein de la société et sur le respect des différences religieuses à travers le monde. Pour Barack Obama, « cette question (est) plus importante en Inde que partout ailleurs ».

Fervent nationaliste hindou, La question est sensible depuis la nomination de Narendra Modi, notamment après les accusations des groupes musulmans et chrétiens contre des organisations radicales proches du parti nationaliste hindou (BJP) du Premier ministre, de forcer ou d'inciter des membres de leurs communautés à se convertir à l'hindouisme.

**Céline Tabou**

# Oté

## Nout tout lé grèk zordi !

*Matant Zélida la ékrir Justin :*

*Mon shèr nové, mon spès salté rouj-de-fon dovan l'éternité, astèr nou lé grèk ! Astèr nou lé aténien ! Nout tout ! Tout sak la fé konba vinkèr san mète son pyé dann ron. Touléka sé sak mi antan dopi dimansh, pou in maléré zéléksyon bann léstrèm gosh la gagné la-ba dann in péi i apèl La Grèce. Lé vré kan i di la défète na poinn paran, é la viktoir nana bonpé zanfan. Mi arète la, sinploman pou dir sak i kroi lo gran soir l'arivé ké La Grèce la pa bien gro, la pa bien rish, la pa èl va fé rokil tout l'Erop. Alé, kriy viktoir koméla pars domin zot lé bon pou ar anval zot ranvoi. Tok ! Pran sa pou toi !*

*Justin la fé pou répons :*

*Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, sak ou i di la pa pou étone amoin. Zis in n'afèr pou komansé : alor kan in pèp lé imilyé konm bann grèk lé imilyé, zot la poin lo droi vanjé ! La p'asé, mète ankòr ! Kontinyé pil ali. Dézyèm z'afèr, si mésyé Holland l'avé rédi lo rin avèk lé z'ot ébin dabor nou n'ar pé été fouti dann malizé koma ! Dézyèmman bann grèk, bann zésopagnol, épi lé z'ot nora pa été dann so trin fou. Pou kosa ? Pou rékonpans bann bank pou an avoir gaspiy nout larzan : lé konmsa é pa otroman, é tanmyé si la mazorité d'moun i majine, zordi, zot lé grèk. Tok ! Pran sa pou ou !*

*Justin*

« Pa kapab lé mor san éséyé » – In kozman pou la rout \*

Dabor na sak i tonm dsou lo sans : si ou i ésèy pa, ou i pé pa oir si ou nyabou fé kékshoz ou si ou i gingn pa. Arzout èk sa, si ou na la volonté fé, mi pans ou sar pli sirman an kapasité... épizapré na in sans par raport la sosyété, la lite, é dsi so koté la dé shoz, mi trouv zordi, kozman-la, i tonm bien. Dabor pars bann grèk i sort romète in pé zot plas. Dézyèmman, pars nou lé angajé dann in lite difisil : in la tinèl ni oi pa la fin. Mé konm di lo kont : « Tienbo séktèr »ou sinonsa « Tienbo larg pa ». Pars, si ou na rézon pou d'bon, in zour ou va gingn rézon pou vréman. Pétète zot osi na zot l' idé kan zot i lir sa ? Touléka, fé travaye zot koko ! Fé bouy zot matyèr griz ! Zot va oir, rant rant, si nou lé pa dakor rantre nou.

\* Figure sur de nombreuses listes de proverbes, y compris une liste reprise par Wiksionnaire